

VILLE D'AIGUILLON

Exercice 2013

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

(Article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales)



Mise en forme par la société ICARE -
Ingénieur Conseil Eau et Assainissement
109 Avenue Blaise Pascal
33160 Saint Médard en Jalles

Tél : 06 28 77 16 49
Email : salin.icare@neuf.fr

SOMMAIRE

I - OBJET DU DOCUMENT.....	3
II - CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE.....	3
II.1 - TERRITOIRE DESSERVIE.....	3
II.2 - MODE DE GESTION DU SERVICE D'EAU POTABLE.....	3
II.2.1 - Prestations à la charge de l'exploitant.....	3
II.2.2 - Prestations à la charge de la collectivité.....	4
II.3 - LES RESSOURCES EN EAU.....	4
II.4 - LES BESOINS EN EAU POTABLE.....	6
II.4.1 - Les abonnés du service.....	6
II.4.2 - La production d'eau et les consommations.....	6
II.4.3 - Disponibilités de la ressource.....	7
II.5 - LES RÉSERVOIRS.....	7
II.6 - LE RÉSEAU DE CANALISATIONS ET LES BRANCHEMENTS.....	7
II.6.1 - Le réseau de distribution.....	7
II.6.2 - Les branchements.....	8
II.7 - LES TRAVAUX ET ÉTUDES EN COURS OU PROJÉTÉS.....	9
II.8 - SYNTHÈSE.....	9
III - LES INDICATEURS DE QUALITÉ ET DE PERFORMANCE.....	9
III.1 - LA QUALITÉ DES EAUX DISTRIBUÉES.....	9
III.2 - LES PERFORMANCES DU SERVICE.....	11
III.2.1 - Indices concernant les réseaux.....	11
III.2.2 - Indices concernant le service aux clients.....	12
IV - LES INDICATEURS FINANCIERS DU SERVICE.....	12
IV.1 - TARIFICATION DE L'EAU.....	12
IV.1.1 - Préambule.....	12
IV.1.2 - La part de la collectivité.....	13
IV.1.3 - La part de l'exploitant.....	13
IV.1.4 - Les taxes et redevances.....	13
IV.1.5 - Récapitulatif.....	14
IV.2 - BILAN FINANCIER DU SERVICE.....	16
IV.2.1 - Les recettes du service de l'Eau Potable.....	16
IV.2.2 - Budget et compte administratif.....	16
IV.2.3 - Évolution de la dette.....	17
V - SYNTHÈSE GÉNÉRALE.....	18
 ANNEXES	
A1 - RAPPORT DE L'ARS SUR LA QUALITÉ DE L'EAU.....	19
A2 - FICHE DE SYNTHÈSE DES INDICES DE PERFORMANCE.....	20
A3 - INFORMATIONS AGENCE DE L'EAU SUR REDEVANCE 2014.....	24

I - OBJET DU DOCUMENT

Un document
de synthèse
pour les élus
et les usagers

Ce présent rapport a pour objet de répondre aux obligations de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise qu'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable doit être présenté à l'assemblée délibérante et mis à la disposition du public.

Ce document a aussi pour objet de présenter de manière synthétique le fonctionnement et les caractéristiques principales du service et servir d'outil de communication librement consultable par tous.

Il est conforme à l'annexe V du CGCT modifiée par le décret du 2 mai 2007.

Il intègre les modifications apportées par la Loi du 12 Juillet 2010, dite Loi Grenelle II.

II - CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE

II.1 - TERRITOIRE DESSERVIE

Cette commune se situe au centre du département du Lot et Garonne, entre Bordeaux et Agen, à la confluence de la Garonne et du Lot.

Elle se caractérise par un habitat réparti de part et d'autre de la Nationale 113 en direction du Sud et par un petit hameau en rive droite (secteur le Beylan). Quelques hameaux plus éparses complètent l'habitat.

1 754 abonnés
en 2013 dont 2
ventes en gros

La population desservie en 2013 est d'environ 4 525 habitants (données Véolia) représentant 1 754 abonnés au réseau eau potable (soit 2,57 habitants/abonnés).

II.2 - MODE DE GESTION DU SERVICE D'EAU POTABLE

La Ville d'Aiguillon a délégué la gestion de l'ensemble des équipements du réseau de collecte et de transport des eaux à la Société VEOLIA EAU par un contrat d'affermage renouvelé le 1^{er} janvier 2008 pour une durée de 12 ans. Ce contrat prendra donc fin le 31 décembre 2019. Ce contrat n'a fait l'objet d'aucun avenant depuis sa signature.

Une gestion par
affermage
jusqu'au 31
décembre 2019

Il n'y a pas eu non plus d'avenant au contrat en 2013.

Ainsi, l'entretien et l'exploitation du service incombent à l'exploitant (désigné aussi sous le nom de délégataire), tout comme le renouvellement des matériels électriques et mécaniques. Pour sa part, la Collectivité organise et finance l'extension, le renouvellement ou le renforcement du réseau hors branchements et de tous les ouvrages de génie civil du service.

Une répartition
des tâches
entre le
gestionnaire et
la collectivité

La répartition des tâches est donc la suivante :

II.2.1 - Prestations à la charge de l'exploitant

Gestion des abonnés : Mise en service des branchements - Établissement du contrat - Remise du règlement du service;
Accueil des usagers;
Relève des compteurs;
Émission des factures, traitement des réclamations et contentieux;

Accueil du public

**Centre de Relation
Clientèle : accueil
téléphonique du**

**lundi au vendredi de
8h00 à 19h00 et le
samedi de 9h00 à
12h00
☎ 05 61 80 09 02**

**Service urgence
☎ 0811 902 903
(24 h/ 24)**

**Site internet :
www.service-
clients.veoliaeau.fr**

**Agence locale
1456 avenue de
Colmar
47005 AGEN cedex**

- Gestion du service :** Fonctionnement, surveillance et entretien des ouvrages;
Astreintes;
Traitement des informations et réparation des fuites;
Mise en service des nouvelles canalisations et des ouvrages de traitement;
Analyses et suivi de la qualité de l'eau;
Manipulation des vannes pour coupures ou travaux.
- Renouvellement :** Des installations électriques, des télégestions, des pompes;
Des portes, clôtures, portails, peintures des ouvrages, toitures
Des compteurs, des branchements;
Des installations de traitement hors génie civil.
- Divers :** Fourniture et mise à jour des plans;
Campagne de recherche des fuites;
Participation à l'élaboration des programmes d'investissement;
Avis sur les raccordements futurs dont lotissements.

II.2.2 - Prestations à la charge de la collectivité

- Investissement :** Financement des travaux d'extension et renforcement des ouvrages et des canalisations;
Mise aux normes des ouvrages lors des modifications de la réglementation ou mise en sécurité;
Déplacement des conduites.
- Renouvellement :** Des ouvrages de génie civil dont étanchéité et peinture
Des canalisations et ouvrages accessoires au-delà de 6m.
- Divers :** Entretien et nettoyage des forages hors renouvellement des pompes
Plantations et voirie

II.3 - LES RESSOURCES EN EAU

La Commune dispose de 1 forage : forage de Brot situé sur la Commune de Clairac

Les caractéristiques principales des forages en service sont les suivantes :

Nom	BROT
Localisation	Commune de Clairac
Code National	
Code BRGM	08785X0002
Date mise en service	1975
Profondeur	291 m
Nappe captée	Crétacé et Jurassique
Débit nominal (m ³ /h)	2 600
Débit max journalier (m ³ /h)	130
Débit max mensuel (m ³ /mois)	
Débit max annuel (m ³ /an)	
Débit exploitation (m ³ /h)	100
Périmètre de protection	En cours
Utilisation	Permanent

La production d'eau est la suivante (en m³/an) :

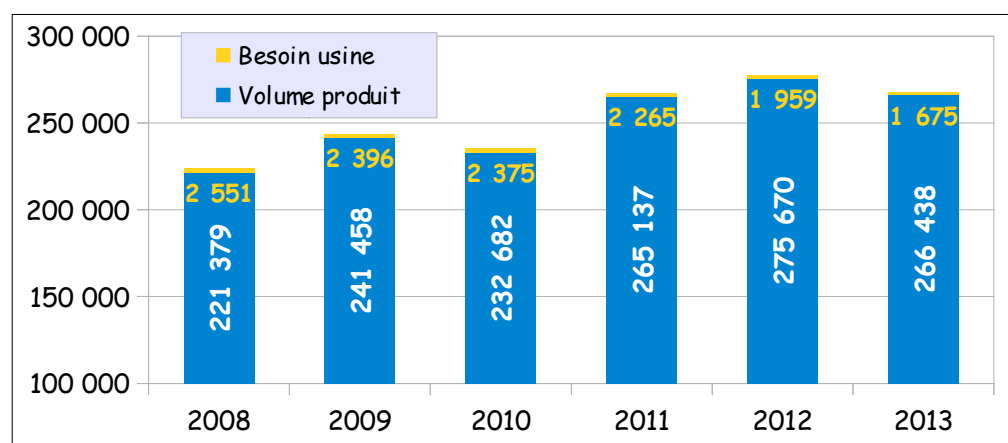
**Une ressource
en eau à partir du
forage profond
situé à Brot sur
la Commune de
Clairac.**

Une utilisation en
augmentation
régulière

	Brot	Achat d'eau	TOTAL
Volume prélevé			
2008	223 930	0	223 930
2009	243 854	0	243 854
2010	235 057	0	235 057
2011	267 402	0	267 402
2012	277 629	0	277 629
2013	268 113	3 093	271 206
Variation 2012/2013	-3,4%	/	-2,3%

On constate que la production d'eau diminue alors que le nombre de compteurs augmentent. Les variations restent faibles.

Par rapport à la quantité d'eau prélevée, le volume réellement produit est inférieur en raison des consommations nécessaires pour le fonctionnement et le lavage de l'usine de production (déferrisation).

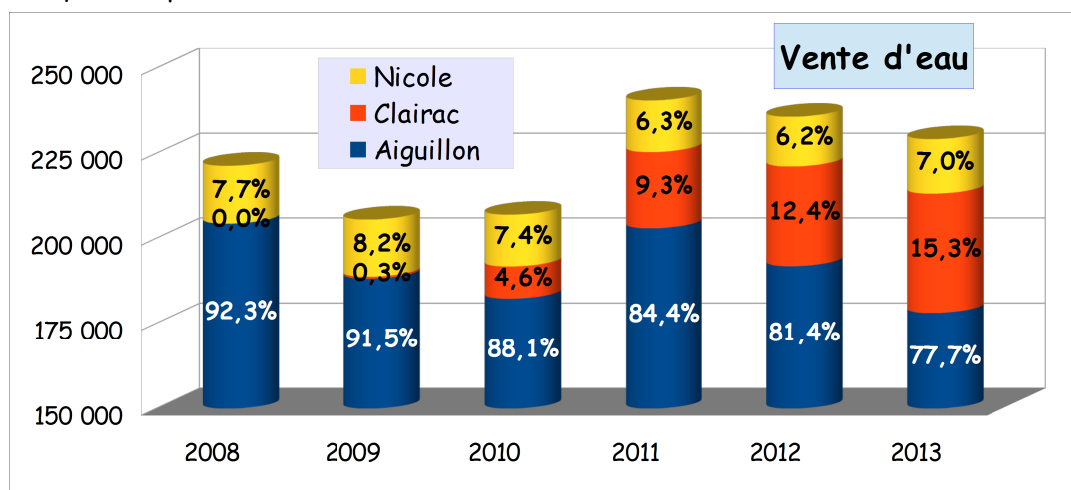


Un petit achat
d'eau cette
année 2013

Il existe des possibilités d'achat d'eau au Syndicat des Eaux de Clairac - Castelmoron et au SIAEP du Sud du Lot. Pour la première fois depuis 2008, la Ville d'Aiguillon a acheté 3 092 m³ en 2013 au SI de Clairac.

La Ville d'Aiguillon vend de l'eau à la Commune de Nicole et au Syndicat des Eaux de Clairac - Castelmoron (voir ci-après). Il existe aussi des conventions de vente au SU du Nord du Lot mais qui n'est pas utilisée actuellement.

Des ventes d'eau
vers les
collectivités
voisines en
augmentation



II.4 - LES BESOINS EN EAU POTABLE

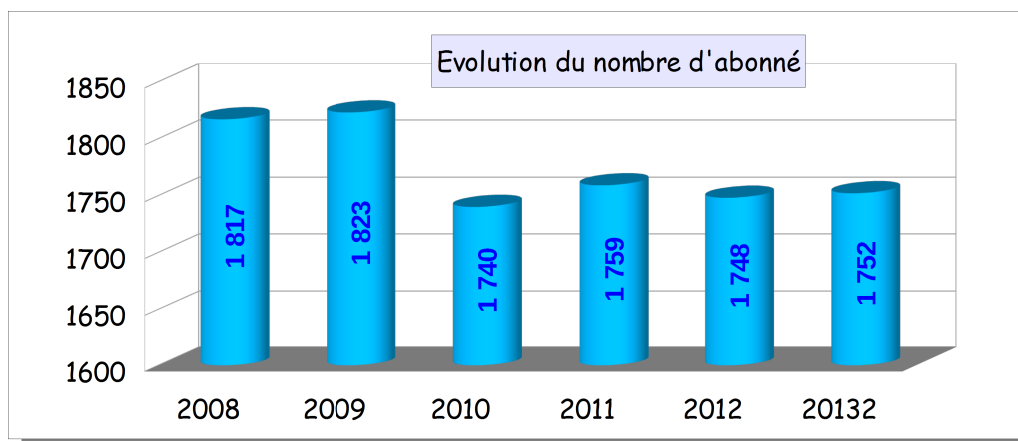
II.4.1 - Les abonnés du service

Une augmentation de +0,2% du nombre d'abonnés par rapport à 2012 pour un total de 1 754 abonnés

La population desservie de 4 525 habitants représente 1 754 abonnés dont les 2 collectivités achetant de l'eau. L'exploitant n'indique pas d'abonnés considérés comme industriel.

Par rapport à 2012, on constate une augmentation de 4 abonnés soit + 0,2 %. En 2012, on avait constaté la diminution du nombre d'abonnés passant de 1 759 en 2011 à 1 748 en 2012, soit 11 abonnés de moins. Depuis 2008, cette diminution représente environ 70 abonnés.

L'évolution est la suivante :



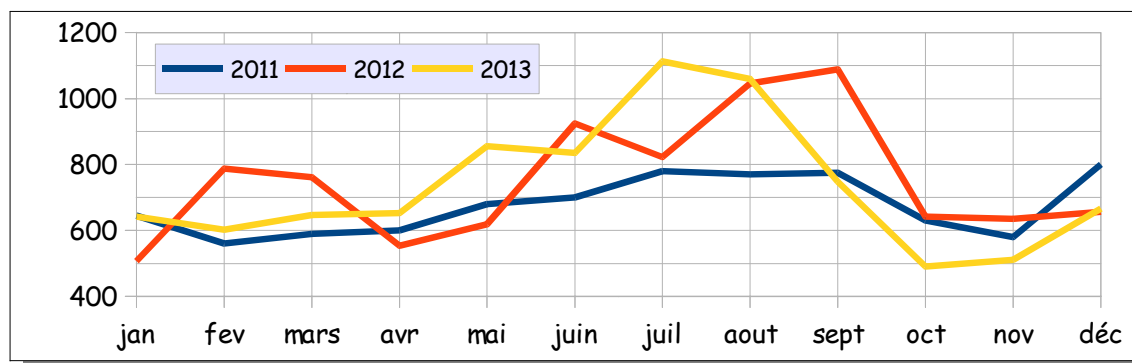
II.4.2 - La production d'eau et les consommations

Pour 2013, une consommation totale de 195 748 m³

Le volume comptabilisé sur l'année 2013 pour la Ville d'Aiguillon représente 180 970 m³ (194 667 m³ en 2012) auxquels il faut ajouter 11 000 m³ utilisés pour les besoins du service, 5 740 m³ utilisés sans compteur (dont défense incendie) pour un total de 197 710 m³/an. Cette valeur est en baisse par rapport à 2012 (212 284 m³)

Pour obtenir la quantité d'eau vendue, il faut rajouter les ventes aux collectivités voisines, à savoir 51 099 m³ (43 912 m³ en 2012) dont 35 066 m³ au SE de Clairac - Castelmoron et 16 033 m³ à la commune de Nicole.

Les variations mensuelles des consommations sont les suivantes:



On constate un déplacement de la pointe vers Juillet.

Une consommation d'environ 91 m³/an/abonné domestique

La consommation des abonnés est donc d'environ 91 m³/an/abonnés, similaire à celle de 2012 (93 m³/an/abonnés). Ces chiffres sont comparables à ceux de collectivités similaires, la tendance générale étant à une baisse des consommations d'eau par abonné. Elle représente 93 litres par jour et par personne.

II.4.3 - Disponibilités de la ressource

A partir des chiffres de la capacité actuelle du forage sur 20 h de fonctionnement, soit $70 \text{ m}^3/\text{h} \times 20 \text{ h} = 1\,400 \text{ m}^3/\text{j}$, on peut calculer la marge de capacité de production par rapport à la consommation, à savoir :

	2009	2010	2011	2012	2013
Production max théorique	1 400 m ³ /j	1 400 m ³ /j	1 400 m ³ /j	1 400 m ³ /j	1 400 m ³ /j
Production moyenne	668 m ³ /j	644 m ³ /j	733 m ³ /j	761 m ³ /j	735 m ³ /j
Production de pointe		815 m ³ /j	800 m ³ /j	1 089 m ³ /j	1 113 m ³ /j
Marge disponible / moyenne	732 m ³ /j	756 m ³ /j	667 m ³ /j	639 m ³ /j	665 m ³ /j
Marge disponible / pointe	1 400 m ³ /j	585 m ³ /j	600 m ³ /j	311 m ³ /j	287 m ³ /j
Taux d'utilisation	47,72%	46,00%	52,33%	54,33%	52,47%

Une ressource
suffisante pour
satisfaire une
augmentation
importante de la
population

Une
consommation
en pointe de
635 l/j/abonné

On constate donc que pour l'année 2013, la production de pointe journalière a représenté près de 635 l/abonné. Les mois de juillet et d'août montrent les plus fortes consommations.

La marge entre la production et la consommation de pointe, soit 300 m³/j, est suffisante actuellement. Il est rappelé que le forage n'est utilisé qu'à 70 m³/h au lieu des 130 m³/h autorisé en raison du risque de dénoyage, un rallongement de la colonne étant nécessaire pour permettre un pompage plus important. On peut ainsi estimer que la commune dispose encore d'une ressource suffisante pour 2 300 à 2 500 abonnés supplémentaires, soit plus de 5 000 personnes (hors problèmes de la nape, des reprises et des canalisations). Par contre, l'alimentation repose sur 1 seul forage, ce qui nécessite de vérifier les possibilités réelles d'achat d'eau en cas de problèmes (plan de sécurité d'approvisionnement).

II.5 - LES RÉSERVOIRS

Les réservoirs de la commune sont les suivants :

Localisation	Volume	Type
Pélagat	1000 m ³	Au Sol
Jules Ferry (bourg)	600 m ³	Sur Tour
TOTAL	1 600 m ³	

Une capacité de
stockage de
1 600 m³
supérieure à une
journée de
consommation
de pointe

La capacité des réserves est donc supérieure à la production de pointe. La commune dispose donc de réserves correctes pour assurer un bon service.

Le réservoir de Jules Ferry a été nettoyé au mois de septembre 2013 et celui de Pélagat au mois de Novembre 2013.

II.6 - LE RÉSEAU DE CANALISATIONS ET LES BRANCHEMENTS

II.6.1 - Le réseau de distribution

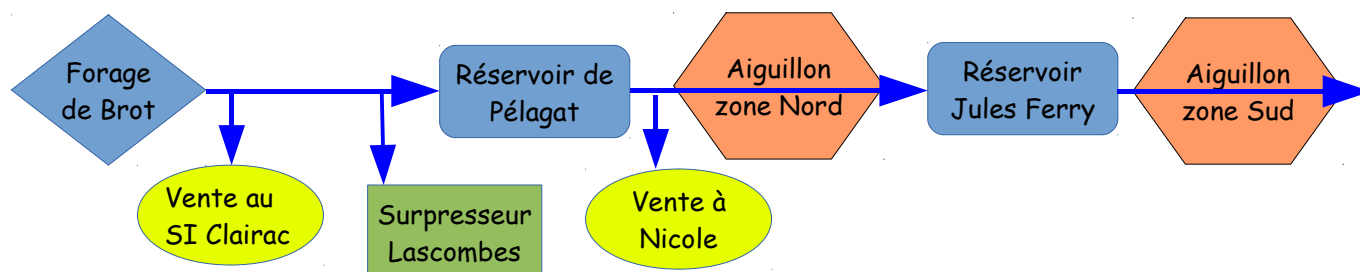
Le réseau fait actuellement environ 64 km dont environ 46 km de réseau structurant ($\varnothing > 200 \text{ mm}$).

Il n'y a pas eu de travaux neufs ou de réhabilitation sur le réseau en 2013, sauf le renouvellement de 7 branchements et de 16 compteurs.

Un réseau
composé de
46 km de
canalisations et
de 1 836
branchements

Le délégataire prévoit une grosse opération de renouvellement de la déferrisation de Brot. Le réseau est desservi en très grande majorité à partir du réservoir de Pélagat qui assure aussi le remplissage du réservoir Jules Ferry situé au centre du Bourg. Quelques abonnés situés sur les points hauts sont alimentés par le surpresseur de Lascombes, sur la commune de Clairac.

Le schéma du réseau est donc le suivant :



II.6.2 - Les branchements

Le délégataire dénombre 1 752 compteurs de 15 mm à 60 mm.

Dans le cadre de son contrat, le délégataire a remplacé les anciens compteurs par des compteurs à tête émettrice qui permette la télé-relève. Les compteurs sont donc tous très récents, ce qui garantit un comptage optimal.

Le remplacement des compteurs est le suivant pour un parc de 1 748 compteurs et 1 828 branchements :

Un parc de compteurs très récent avec la mise en place de la télé-relève

Année	Compteurs remplacés	Cumul
2008	536	536
2009	620	1 156
2010	399	1 555
2011	209	1 764
2012	31	1 795
2013	16	1 811

Le relevé des comptes clients fait état des interventions suivantes :

Action	2012	2013	Variation en %
Nombre total d'abonnés domestiques	1 748	1752	0,23
Nombre d'intervention avec déplacement	334	366	
Nombre de demande d'abonnement	235	239	1,7
Taux de clients mensualisés	21,5 %	23,9 %	11,16
Taux de client prélevé hors mensualisation	17,9 %	18,6 %	3,91
Taux de mutation	13,9 %	14,1 %	1,44

Pas de branchement en plomb recensé sur la commune

Le délégataire précise qu'il n'a pas été recensé de branchement au plomb sur la commune, ce qui ne signifie pas pour autant que les installations des particuliers soient dépourvues de canalisations au plomb.

II.7 - LES TRAVAUX ET ÉTUDES EN COURS OU PROJÉTÉS

Des études pour
améliorer le
réseau

Afin d'améliorer le service, la commune a décidé de réaliser les travaux et études suivantes :

- Mise en place de compteurs de sectorisation pour améliorer le rendement du réseau
- Renouvellement des périmètres de protection sur le forage de Brot

II.8 - SYNTHÈSE

L'exercice 2013 se caractérise par :

Nombre d'abonnés :	1 754 abonnés soit une hausse de 4 abonnés
Volume mis en distribution :	218 431 m ³ .
Volume consommé :	197 710 m ³ .
Consommation moyenne :	91 m ³ /an/abonné soit 93 l/j/personne
Longueur de réseau :	46 km
Études lancées :	Diagnostic, sectorisation,
Travaux réalisés :	Renouvellement de compteurs et branchements

III - LES INDICATEURS DE QUALITÉ ET DE PERFORMANCE

III.1 - LA QUALITÉ DES EAUX DISTRIBUÉES

L'eau destinée à la consommation humaine fait l'objet de nombreuses analyses pour en vérifier la conformité aux normes et permettre de livrer aux consommateurs une eau saine, c'est-à-dire sans odeur, sans couleur et exempte des toutes bactéries pathogènes ou d'éléments indésirables.

Une eau issue
d'un forage
profond, avec
une
déferrisation et
une
désinfection

L'eau de la commune provient d'un forage profond dans la nappe du Crétacé et Jurassique (environ 291 m de profondeur). La zone captée se situe entre 250 et 290 m de profondeur. La procédure de mise en place du périmètre de protection est en cours de renouvellement, ce qui conduit à un indice d'avancement de protection de la ressource de **80 %**.

Le taux de 100 % sera atteint dès la mise en place du suivi de ces périmètres.

L'eau est déjà de très bonne qualité et doit seulement subir un traitement de déferrisation (diminution des tenurs en fer) et de désinfection (par chloration au chlore gazeux) pour être distribuée. Cette chloration a pour fonction de tuer les bactéries qui proliféreraient dans les réseaux. Même si l'exploitant vise à réduire au maximum les désagréments du goût et de l'odeur, le taux minimum à maintenir doit respecter la réglementation pour éviter tous risques de contamination (0,3 mg/l de chlore libre en période Vigipirate).

Pour limiter les odeurs de chlore, en particulier dans l'eau de boisson, il est conseillé de remplir une carafe d'eau et de la laisser reposer environ 30 minutes avant de la boire. De même, il est préférable de laisser couler la première eau du matin pour un usage autre que la boisson (WC, douche, vaisselle..) pour réduire les mauvais goûts.

Le contrôle de 60 paramètres de qualité

L'eau produite et distribuée fait l'objet de nombreuses analyses à la fois par l'exploitant (auto-contrôle) et par l'ARS. Plus de 60 paramètres sont analysés. Les rapports d'analyse sont à la disposition de tous les usagers par affichage sur les panneaux municipaux.

Le rapport de synthèse annuel établi par l'ARS est joint au présent document et a déjà été transmis avec l'une des factures à tous les abonnés.

Pour l'année 2013, les résultats pour les paramètres avec limites de qualité sont les suivants :

Paramètres	Origine	Nombre d'analyse	Conformité		
			Nombre	%	
Bactériologiques	ARS	14	14	100%	100%
	Exploitant	22	22	100%	
Physico-chimique	ARS	15	15	100%	100%
	Exploitant	6	6	100%	
TOTAL		57	57	100,0%	

Une eau distribuée de bonne qualité avec 100% de conformité bactériologique et physico-chimique

Dans une analyse, la présence d'un peu de fer

Cependant, les analyses complémentaires sur les indicateurs de qualité montrent que dans 5 cas seulement, une référence de qualité a été dépassée dont 3 sur la température (> 25°C), 1 sur l'équilibre calco-carbonique et 1 sur le paramètre fer avec une valeur de l'ordre de 431 µg/l pour une référence de 200 µg/l.

Il est rappelé que le dépassement d'un indicateur de qualité ne signifie pas que l'eau est dangereuse pour la santé, voire non potable, mais uniquement qu'il y a une gêne potentielle pour les usagers. Pour le fer, il peut ainsi apparaître des tâches couleur rouille sur le linge ou les ustensiles de cuisine.

Une eau de très bonne qualité, assez calcaire

Par ailleurs les analyses indiquent l'absence de nitrates (< au seuil de détection), l'absence de pesticides et une dureté de l'eau de l'ordre de 21°F, soit une eau calcaire pouvant justifier l'utilisation d'adoucisseur d'eau, sous réserve d'une utilisation conforme à la réglementation (dont désinfection annuelle et point d'eau non traitée pour la boisson).

Pour l'ensemble de la commune, la qualité moyenne de l'eau au robinet est la suivante (mg/l sauf indication) :

Paramètres	Valeur moyenne relevée	Valeur maximale relevée	Seuil réglementaire
Calcium	45,2	46,1	/
Ammonium	0,003	0,09	0,10
Sodium	37,5	39	200
Magnésium	22	29,3	/
Chlorures	20,25	22	250
Sulfates	39,5	42	250
Fluorures	1,25	1,3	1,5
Nitrates	0,036	1	50
Pesticides totaux (µg /l)	0	0	0,5
Fer (µg /l)	85	431	200

Une eau peu minéralisée

III.2 - LES PERFORMANCES DU SERVICE

Le décret 2007-675 du 2 mai 2007 a précisé les éléments mesurant la performance des services d'eau qui doivent être présentés dans le rapport annuel. Les valeurs des indices du présent document sont conformes à ce texte. Il n'a été repris dans le texte du rapport que les valeurs des indices, les calculs de ceux-ci étant détaillés en annexe.

III.2.1 - Indices concernant les réseaux

Les plans du réseau ont été intégrés à un Système d'Information Géographique (SIG), ce qui permet à l'exploitant de mettre à jour directement les plans sur informatique. Cependant, le report des plans papiers sur le support informatique a montré des incohérences ou des anomalies qui font l'objet d'une vérification sur le terrain.

a) Données générales

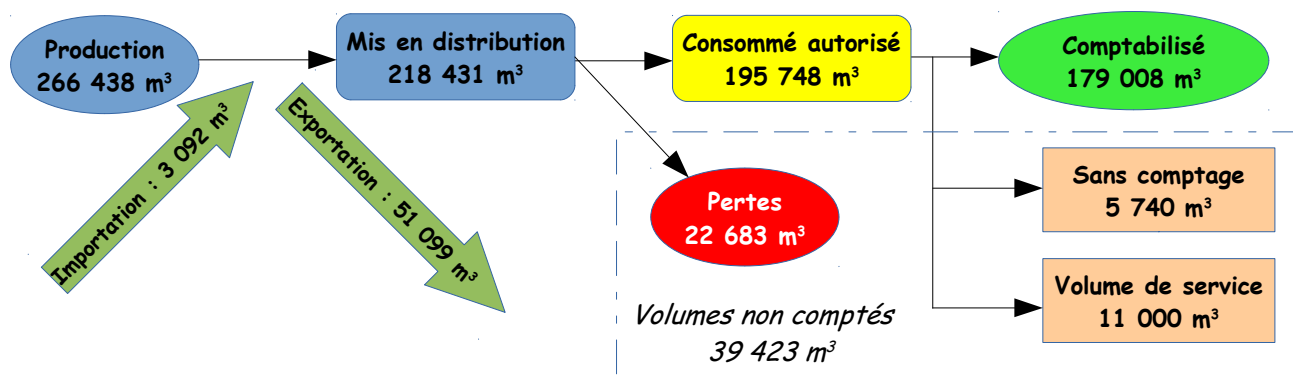
L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (P103-2) est de **80** sur un total possible de 120 (voir annexe). Cet index a été modifié en 2013 pour mieux présenter les efforts en matières de lutte contre les fuites par une bonne connaissance du réseau. Ce résultat moyen résulte principalement de l'absence de programme pluriannuel de renouvellement et d'un défaut de localisation de certains indicateurs dont les branchements.

Le **taux moyen de renouvellement** des conduites sur 5 ans est de 0,22% correspondant à de faibles travaux de renouvellement sur la période.

b) Volumes et rendements

266 438 m³
produits
51 099 m³ vendus
212 284 m³
consommés

Avec 266 438 m³ produits mais 51 099 m³ vendus et 3 092 m³ achetés, soit 218 431 m³ mis en distribution, et 197 710 m³ comptabilisés autorisés dont 179 008 m³ par les abonnés, le **rendement** du réseau est de **91,6 %** (pour 92,9 % en 2012). Ce dernier chiffre indique qu'environ 8 % de l'eau introduite dans le réseau, soit un peu plus de 22 000 m³ d'eau par an, est perdue sous forme de fuites.



Un rendement du
réseau proche de
92%

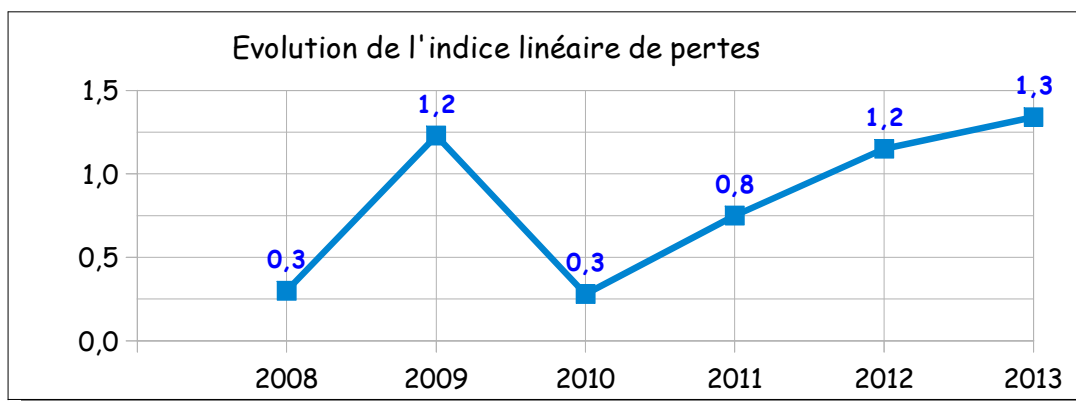
Un très bon
indice de perte
linéaire égal à
1,34 m³/j/km

Le rendement du réseau se maintient depuis 2008, avec des variations entre 91,5 et 98 %.

Cependant, il est préférable de regarder l'**indice linéaire de pertes** qui représente le volume d'eau perdu dans le sol chaque jour par kilomètre de réseau et qui est plus représentatif de l'état du réseau.

Cet indice est de **1,34 m³/jour/km**, ce qui est très bon pour un réseau semi-rural.

Cet indice est en augmentation depuis 2010 où il avait atteint une valeur exceptionnelle de 0,3 m³/j/km



On constate que pour l'année 2013 cet indice augmente encore mais conserve une valeur très bonne.

En 2012, l'exploitant avait indiqué des problèmes de fuites liés à une période de froid intense. Ceci a conduit à 13 fuites en 2012 contre 8 en 2013.

III.2.2 - Indices concernant le service aux clients

En 2013, la gestion du service a nécessité 366 interventions du gestionnaire chez des clients ou sur le réseau (contre 334 en 2012).

Des coupures
non
programmées en
baisse

Avec 6 coupures d'eau non programmée, le **taux d'occurrence des coupures non programmées est de 3,42 pour 1000 abonnés**. Ce taux est en baisse par rapport à 2012 (7,43 ‰ soit 13 coupure).

Les données de l'exploitant ne permettent pas de faire un point précis des abonnés concernés par ces coupures, ni de leur durée.

Le délégataire ne recense pas de réclamations de la part d'usagers ce qui conduit à un **taux de réclamation de 0 pour 1 000 abonnés**, ce qui est très faible.

Cette année, il a été constaté un **taux d'impayés de 1,07%** (0,54 % en 2012) correspondant à des factures non honorées soit par départ des abonnés avant règlement, soit pour de réels problèmes de précarité des abonnés concernés. Pour ces derniers, il a été fait usage du fond départemental de solidarité pour un montant de 702 € (17 dossiers en forte augmentation).

L'exploitant indique avoir ouvert 158 échéanciers de paiement pour permettre un étalement de la facture.

Des actions de
solidarité pour
les plus démunis

IV - LES INDICATEURS FINANCIERS DU SERVICE

IV.1 - TARIFICATION DE L'EAU

IV.1.1 - Préambule

Le tarif payé par chaque abonné comprend une part pour la collectivité, une part pour l'exploitant et des taxes (TVA et Agence de l'Eau). La facture est décomposée en une part fixe ("Abonnement") et une part proportionnelle à la quantité d'eau consommée ("Consommation").

Deux factures par
an pour le service
de l'eau

Une télérelève
des compteurs
en décembre

Chaque abonné paye deux factures pour l'eau potable :

- une facture prévisionnelle basée sur une estimation à partir des consommations de l'année précédente. Cette facture intègre aussi 6 mois de part fixe.
- une facture définitive lors de la relève des compteurs et qui comprend la prime fixe du second semestre ainsi que la part variable correspondant au volume réellement consommé, diminué du volume pris en compte pour la première facturation.

Pour les abonnés qui disposent d'un raccordement aux réseaux d'assainissement collectifs, la facture comprend aussi la part revenant au service de l'assainissement collectif. Dans certains cas, les abonnés qui dépendent du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) peuvent avoir des prestations facturées en même temps que la facture d'eau.

IV.1.2 - La part de la collectivité

La part pour la collectivité sert à couvrir les frais financiers des investissements (emprunts, prévisions pour les réalisations futures,...) ainsi que le fonctionnement de la commune. Ce prix est fixé annuellement par délibération de la collectivité en fonction des besoins.

Pour les années 2013 et 2014, la commune a fixé par délibération (9 juillet 2013) les tarifs suivants :

	Prix au 1 ^{er} janvier 2012	Prix au 1 ^{er} janvier 2013	Prix au 1 ^{er} janvier 2014	Variation 2013/2014 en %	Variation en valeur
Abonnement	0,00 €/an	0,00 €/an	0,00 €/an	/	0,00 €/an
Consommation	0,2554 €/m ³	0,2605 €/m³	0,2625 €/m ³	0,77%	0,0020 €/m ³

Ce tarif est identique pour la vente d'eau à Nicole mais il est de 0,1204 €/m³ pour celui de vente au SIAEP de Clairac-Castelmoron.

IV.1.3 - La part de l'exploitant

Conformément au contrat d'affermage, la part de l'exploitant comprend une part fixe et une part proportionnelle. Cette redevance sert à couvrir les frais d'exploitation.

L'augmentation annuelle suit une formule de calcul qui intègre des paramètres d'évolution du coût de l'énergie, des salaires et des travaux. Elle est fixée par le contrat d'affermage qui lie l'exploitant à la Commune. Cette formule a fait l'objet d'une négociation lors de la mise en concurrence des entreprises délégataires.

Pour l'année 2014, les index ont très légèrement augmentés.

En conséquence les tarifs de la part exploitant pour l'année 2013 sont :

	Prix au 1 ^{er} janvier 2012	Prix au 1 ^{er} janvier 2013	Prix au 1 ^{er} janvier 2014	Variation 2012/2013 en %	Variation en valeur
Abonnement	39,18 €/an	40,12 €/an	40,36 €/an	0,60%	0,24 €/an
Consommation	0,7180 €/m ³	0,7360 €/m³	0,7400 €/m ³	0,54%	0,004 €/m ³

IV.1.4 - Les taxes et redevances

La facture comprend aussi deux redevances et une TVA.

Le service de l'Eau Potable étant un service à caractère industriel et commercial, il est soumis à une **TVA de 5,5%**.

La "Redevance préservation des ressources en eau" est perçue par l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour financer les investissements nécessaires à la préservation et à l'amélioration de la qualité des Eaux.

Une
augmentation de
0,77 % la part
collectivité en
2014

Une
augmentation de
l'ordre de 0,6 %
de la part de
l'exploitant en
conséquence de
l'application
contractuelle de
la revalorisation
du contrat

Elle est modulée selon la sensibilité de la ressource et le volume des prélèvements en eau de la collectivité.

Cette redevance est fixée annuellement par l'Agence de l'Eau et non par la collectivité. Des indications complémentaires sont données sur la fiche jointe en annexe. Cette redevance a continué d'augmenter entre 2011 et 2012 de 5 % pour une valeur de 0,0569 €/m³. En 2013 et 2014, il n'y a pas eu d'augmentation de cette redevance.

Les redevance de l'agence de l'eau continuent leur progression mais à un rythme moindre par rapport aux années précédentes

La "taxe de lutte contre la pollution" est également prélevée par l'Agence de l'Eau pour les communes qui disposent d'un assainissement collectif.

Cette redevance sert à financer les études et les investissements en matière d'eau et d'assainissement. Son montant est fixé en partie en fonction de l'état et de l'efficacité de la collecte et du traitement des eaux usées. Cette redevance a augmenté de 15 % entre 2011 et 2012 et de "seulement" 2,4 % entre 2012 et 2013 pour une valeur de 0,30 €/m³. Elle atteint 0,3050 en 2014 soit +1,67 %.

	Prix au 1 ^{er} janvier 2012	Prix au 1 ^{er} janvier 2013	Prix au 1 ^{er} janvier 2014	Variation en %	Variation en valeur
Préservation	0,0569 €/m ³	0,0569 €/m ³	0,0569 €/m ³	0,00%	0,0000 €/m ³
Pollution	0,2930 €/m ³	0,3000 €/m ³	0,3050 €/m ³	1,67%	0,0050 €/m ³

On constate donc une poursuite de l'augmentation des taxes de l'Agence de l'Eau, les montants annuels correspondants sur la facture d'eau étant similaires à ceux de la collectivité (voir tableau ci-après).

IV.1.5 - Récapitulatif

En fonction des éléments ci-dessus, l'évolution de la facture d'eau est la suivante :

	Année 2012	Année 2013	Année 2014	Variation en % 2012/2013	Variation en % 2013/2014
Part collectivité					
Abonnement	0,00 €/an	0,00 €/an	0,00 €/an		
Consommation	0,2554 €/m ³	0,2605 €/m ³	0,2625 €/m ³	2,00%	0,77%
Part exploitant					
Abonnement	39,18 €/an	40,12 €/an	40,36 €/an	2,40%	0,60%
Consommation	0,7187 €/m ³	0,7360 €/m ³	0,7400 €/m ³	2,41%	0,54%
Taxes et redevances					
TVA	5,50%	5,50%	5,50%		
Redevance préservation	0,0569 €/m ³	0,0569 €/m ³	0,0569 €/m ³	0,00%	0,00%
Redevance pollution	0,2930 €/m ³	0,3000 €/m ³	0,3050 €/m ³	2,39%	1,67%

Comme le demande la réglementation, il est présenté une facture type pour une consommation annuelle de 120 m³/an, ce qui correspond à la moyenne nationale pour une famille de résidents permanents (données INSEE).

Facture type pour une consommation de 120 m³/an

Pour une consommation de 120 m³/an, une facture en 2014 de 215,31 €, soit un prix de l'eau de 1,79 €/m³.

	Prix 2013	Prix 2014	Variation en %	Montant en € / m ³
Part collectivité				
Abonnement	0,00 €	0,00 €		0,00 €
Consommation	31,26 €	31,50 €	0,77%	0,26 €
Part exploitant				
Abonnement	40,12 €	40,36 €	0,60%	0,34 €
Consommation	88,32 €	88,80 €	0,54%	0,74 €
Sous total hors taxes	159,70 €	160,66 €	0,60%	1,34 €
Taxes et redevances				
Redevance Préservation	6,83 €	6,83 €	0,00%	0,06 €
Redevance Pollution	36,00 €	36,60 €	1,67%	0,31 €
Sous total redevances	42,83 €	43,43 €	1,40%	0,36 €
TOTAL				
TOTAL Eau hors TVA	202,53 €	204,09 €	0,77%	1,70 €
TVA à 5,5%	11,14 €	11,22 €	0,77%	0,09 €
TOTAL TTC	213,67 €	215,31 €	0,77%	1,79 €

Une augmentation de 0,77% par rapport à l'année 2013 représentant environ 1,80 € par an pour une consommation de 120 m³/an

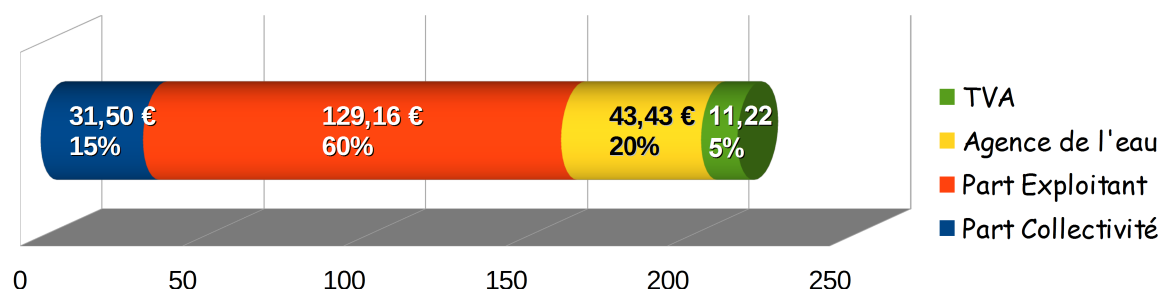
Le prix moyen de l'eau pour une consommation de 120 m³/an est de 1,79 €/m³ TTC (1,34 €/m³ HT), soit un total TTC de 215,31 €/an

Ce tableau montre que l'augmentation du prix de l'eau est de 0,60% pour le cumul des parts collectivité et exploitant mais que la modification des redevances de l'Agence de l'Eau conduit à une augmentation totale de 0,77% par rapport à l'année précédente.

Le poids de la part fixe (abonnement) est de 25,1 %, soit en dessous du seuil légal des 40%

Les éléments présentés conduisent au résultat ci-dessous :

Composant d'une facture de 120 m³/an



IV.2 - BILAN FINANCIER DU SERVICE

IV.2.1 - Les recettes du service de l'Eau Potable

Conformément aux éléments financiers décrits ci-dessus, les recettes du service d'eau peuvent être estimées dans le tableau suivant :

	Commune	Exploitant	
	Théorique	Théorique	
Abonnés communes			
Nombre d'abonnés	1 752		
Volume vendu	178 104 m3		
Prix abonnement	0,00 €/an	40,12 €/an	
Prix au m3	0,2605 €/m3	0,7360 €/m3	TOTAL
Recettes Part Fixe	0 €	70 290 €	70 290,24 €
Recettes Consommation	46 396,09 €	131 084,54 €	177 480,64 €
Total commune	46 396,09 €	201 374,78 €	247 770,88 €
Ventes d'eau			
Commune de Nicole	14 606 m3		
Prix au m3	0,2605 €/m3	0,3343 €/m3	
Recettes Nicole	3 805 €	4 883 €	
Synd Clairac	29 306 m3		
Prix au m3	0,1195 €/m3	0,5007 €/m3	
Recettes Clairac	3 502 €	14 674 €	TOTAL
Total ventes d'eau	7 306,93 €	14 674,01 €	21 980,94 €
TOTAL GLOBAL	53 703,02 €	216 048,80 €	269 751,82 €
Total selon RAD	57 675 €	219 247 €	276 922 €
Rappel RAD 2012	56 220 €	225 706 €	281 926 €
Différence	1 455 €	-6 459 €	-5 004 €

Nota : Ces chiffres ne correspondent pas au budget 2013 qui intègre des montants correspondant à deux exercices, en fonction des dates de reversement de la part collectivité par l'exploitant. Les tarifs et le nombre d'abonnés pouvant changer en cours d'année, ils restent une approximation.

IV.2.2 - Budget et compte administratif

Conformément aux éléments du compte administratifs 2013, on peut retenir le bilan financier suivant :

	Investissement	Exploitation	TOTAL
Résultat exercice 2013	32 676,06 €	30 514,86 €	63 190,92 €
Report exercice 2012	128 479,06 €		128 479,06 €
Résultat cumulé au 31/12/2013	161 155,12 €	30 514,86 €	191 669,98 €
Reste à réaliser (dépenses - recettes)	9 710,00 €		9 710,00 €
Clôture exercice 2013	151 445,12 €	30 514,86 €	181 959,98 €

Le compte administratif montre un résultat positif, aussi bien pour la section d'investissement que d'exploitation.

IV.2.3 - Évolution de la dette

En fonction des éléments du compte administratif 2013, l'encours de la dette est de 12 069,91 €, représentant le seul emprunt en cours datant de 2009.

**Un service très
peu endetté**

Cet emprunt d'une durée de 30 ans s'arrêtera en 2039.

Les annuités payées au cours de l'exercice représentent 1 070,86 euros dont 459,81 € de capital et 611,05 € d'intérêts.

**Un dette inférieur
à 8€ par abonné**

Cette dette correspond à environ 8 € par abonnés. Le remboursement du capital réalisé en 2012 correspond à moins de 1 € par abonné.

Le service reste donc très peu endetté.

En tenant comptes recettes et des dépenses actuelles, la durée théorique d'extinction de la dette est inférieur à 1 an, ce qui est tout à fait satisfaisant.

V - SYNTHÈSE GÉNÉRALE

La réglementation (Décret du 2 mai 2007 et circulaire du 28 avril 2008) impose la production d'indicateurs de performance. Le tableau suivant donne leur évolution ainsi que la valeur moyenne issue du site de l'ONEMA ⁽¹⁾, ou de la fédération des délégataires et de la Fédération des Collectivités Concédante ou en Régie ⁽²⁾.

N°	Désignation	Unité	2012	2013		Comparaison	
						Valeur	Source
P101.1	Conformité microbiologiques	%	100	100	/	99,7	2
P102.1	Conformité physico-chimique	%	100	100	/	98,6	2
P103.2	Connaissance patrimoniale	%	40	80	/	44	1
P104.3	Rendement du réseau	%	92,9	91,6	-	78,3	1
P105.3	Indice linéaire volumes non comptés	m³/km/j	2,18	2,33	-	3,9	1
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	m³/km/j	1,15	1,34	-	3,5	1
P107.2	Taux moyen de renouvellement	%	0,22	0,22	/	0,08	1
P108.3	Indice de protection de la ressource	%	80	80	/	68,8	1
P109.0	Montant abandon de créance	€	471,22	702,00	+	/	
P151.1	Taux des interruptions non programmées	Nb/1000	7,43	3,42	+	2,8	2
P152.1	Taux de respect du délai d'ouverture	%	100	100	/	98,7	2
P153.2	Durée d'extinction de la dette	ans	0,2	0,2	/	2,1	2
P154.0	Taux d'impayés	%	0,54	1,07	-	0,7	2
P155.1	Taux de réclamations	%	0	0	+	4,9	2
D101.0	Nombre d'habitants desservis	Hab	4 563	4 525	/	/	
D102.0	Prix TTC du service pour 120 m³ (année n+1)	€/an	1,78	1,79	+	2,10	1
D151.0	Délai maximal d'ouverture d'un branchement	j	1	1	/	/	

(1) : données ONEMA 2012 : valeurs sur 250 services de taille similaire (2) : donnée FP2E ou FNCCR 2011

PXX : données obligatoires uniquement pour les collectivités disposant d'une CCSPL.

Valeur en rouge : moins bon que les chiffres ONEMA ++ : évolution favorable -- : évolution défavorable

On constate que la plupart des indicateurs sont meilleurs que ceux de services équivalents, sauf le taux d'interruptions non programmées et le taux d'impayés. Pour le taux, le calcul est fait par défaut sur la totalité des abonnés alors qu'il ne devrait être fait que sur les abonnés subissant réellement une interruption. Il est donc supérieur artificiellement au taux réel.

L'augmentation du taux d'impayés est un signe des difficultés des abonnés à honorer leur factures. L'augmentation du montant des abandons de créances va aussi dans ce sens.

Le rendement et les indices linéaires sont moins bons que l'année 2012 mais reste excellents par rapport à d'autres services comparables.

CONCLUSION : un service de bonne qualité avec des indicateurs meilleurs que des services de taille comparable.

Ville d'Aiguillon

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable
Exercice 2013

ANNEXE 1 : Fiche de synthèse de l'ARS (ancienne DDASS)

DELEGATION TERRITORIALE
DE LOT ET GARONNE
Service Santé-Environnement

BILAN 2013**GESTIONNAIRES**

Maitre d'ouvrage
MAIRIE DE AIGUILLON
Exploitant
VEOLIA EAU - C. GÉNÉRALE DES EAUX

RESSOURCE

Vous êtes alimentés par 1 captage :
• FORAGE DU BROT
Captage autorisé.

TRAITEMENT

Vous êtes alimentés par 1 traitement :
• STATION DU BROT

Après une absence prolongée, purger
les canalisations avant tout usage
sanitaire.

Si la saveur ou la couleur de l'eau
distribuée change :
**SIGNELEZ LE A VOTRE
DISTRIBUTEUR**

Lorsqu'il existe des branchements ou
des canalisations en plomb dans votre
réseau d'eau intérieur, il faut prévoir leur
remplacement.

QUELLE EAU BUVEZ VOUS ?

Distribution
AIGUILLON

RESULTATS**BACTERIOLOGIE**

Pourcentage de conformité mesuré : 100%
Limites de qualité : 0 germes/100ml
Eau de bonne qualité.

MINÉRALISATION (DURETÉ)

Valeurs mesurées : mini : 21,0 °F - maxi : 21,5 °F - moyenne : 21,2 °F
Références de qualité : mini : aucune - maxi : aucune
Eau dure, calcaire.
Si un traitement réduisant l'entartrage des conduites a été mis en place,
conserver un point d'usage non traité pour la boisson et la préparation des
aliments.

FLUOR EN MG/L

Valeurs mesurées : mini : 1,3 mg/L - maxi : 1,3 mg/L - moyenne : 1,3 mg/L
Limites de qualité : mini : aucune - maxi : 1,5 mg/L
Eau moyennement fluorée.
Un apport complémentaire sous forme de sels ou de comprimés est déconseillé
pour les enfants de 0 à 12 mois et inutile pour le reste de la population, sauf avis
médical contraire.

NITRATES

Valeurs mesurées : mini : 0,0 mg/L - maxi : 0,0 mg/L - moyenne : 0,0 mg/L
Limites de qualité : mini : aucune - maxi : 50 mg/L
Eau contenant peu de nitrates.

GLYPHOSATE (PESTICIDE)

Valeurs mesurées : mini : 0,0 µg/l - maxi : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune - maxi : 0,1 µg/l
Aucune trace de glyphosate (herbicide) n'a été détectée lors de nos contrôles.

PH

Valeurs mesurées : mini : 7,2 unitépH - maxi : 7,8 unitépH - moyenne : 7,6 unitépH
Références de qualité : mini : 6,5 unitépH - maxi : 9 unitépH
Eau respectant les références de qualité.

CONCLUSION

L'eau distribuée au cours de l'année passée était de qualité
bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation
pour les paramètres mesurés, si ce n'est un dépassement ponctuel
de la référence de qualité relative au fer, en un point de contrôle,
sans conséquence sanitaire.

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Vous trouverez à votre disposition, en mairie, un recueil d'informations techniques concernant les paramètres mentionnés dans ce bilan.
ARS - Délégation Territoriale Départementale du Lot et Garonne 108, Bd Carnot - 47031 Agen cedex
Email : ars-dt47-eaux@sante.gouv.fr

ANNEXE 1(suite) : Donnée sur indices de l'ARS (ancienne DDASS)



ARS
Agence Régionale de Santé
Aquitaine

INDICATEURS POUR LE RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Circulaire n° 12/DG du 26 avril 2008 - Mise en oeuvre du rapport sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement en application du décret n°2007-1575 du 2 mai 2007

2013

AIGUILLON

Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie et les paramètres physico-chimiques (P101.1 & P102.1).

	Paramètres microbiologiques		Paramètres physico-chimiques	
	Nombre total de prélèvements	Nombre de prélèvements non conformes	Nombre total de prélèvements	Nombre de prélèvements non conformes
Total	14	0	15	0
Taux de conformité	100,0 %		100,0 %	

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (P 108.3)

Nom du captage	Débit (m³/s)	Travaux réalisés (Ouvriers)	Avis géologue Dain	D.U.P. Date	Index
FORAGE DU BROT	948	0	5/6/1974	10/4/1975	80%
Indice consolidé /UQE (pondéré avec le débit)					80,0 %

Règles de calcul

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

- 0 % - Aucune action
- 20 % - Études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40 % - Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % - Dossier motivation déposé en préfecture
- 60 % - Arrêté préfectoral
- 80 % - Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (travaux acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) tel que constaté en application de la circulaire DGS-SDA 2005-53 du 31 janvier 2005
- 100 % - Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (travaux terminés) et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

ARS AQUITAINE - DT de Lot-et-Garonne - Service santé-environnement
R9

FICHE DE SYNTHÈSE DES INDICES DE PERFORMANCE AEP

Collectivité : **Ville d'Aiguillon**
 Service : **Eau potable**
 Exercice : **2013**

A - Calculs des indices conformes aux décrets du 2 Mai 2007

1 - Qualité des eaux distribuées

	ARS	Exploitant	Total	Non conforme	
				Limite	Référence
Nb paramètres analysés sur les ressources	343	265	608	0	5
Nb paramètres analysés sur la distribution					

Paramètres de non-conformité soumis à limite de qualité : 0

Paramètres de non-conformité soumis à référence de qualité : 1 fer (431mg/l pour 200), 3 Température, 1 calco carbonique

	Paramètres bactériologiques			Paramètres physico-chimique		
	Nombre d'analyse	Conformité		Nombre d'analyse	Conformité	
		Nombre	%		Nombre	%
Exploitant	38	38	100%	14	14	100,0%
ARS	14	14	100%	6	6	100,0%
TOTAL	52	52	100%	20	20	100,0%

Le taux de conformité bactériologique (P101.1) est de 100 % (rappel 2012 : 100 %)

Le taux de conformité physico chimique (P102.1) est de 100 % (rappel 2012 : 100 %)

L'indice de qualité des eaux distribuées est de : 100,0%

2 - Indices de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (P103.2B)

A - Plan des réseaux

Existence d'un plan complet des réseaux et autosurveillance

Plan mis à jour annuellement

B - Inventaire des réseaux

Inventaire de 50% des réseaux et mise à jour

Matériaux et diamètre connus (% de connus)

Date de pose (% linéaire connu)

C - Compléments

Localisation des ouvrages annexes

Mise à jour inventaire équipements électromécanique

Localisation des branchements

Précision sur compteur des branchements

Identification des secteurs de recherche de fuites et travaux

Documents sur autres interventions : purge, renouvellement

Mise en œuvre du plan pluriannuel de renouvellement des canalisations

Existence d'une modélisation du réseau

Points	Réponse		Total
	Oui	Non	
10	X		10
5	X		5
	TOTAL A		15
10	X		10
0 à 5	100%		5
0 à 15	50%		10
	TOTAL A+B		40
10	X		10
10	X		10
10		X	
10		X	
10	X		10
10	X		10
10		X	
10		X	
		TOTAL	80

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux eau potable est de 80 sur 120

L'indice de l'année 2012 était de : 40 sur 100 (**nota** : changement de référentiel en 2013)

3 - Rendement du réseau de distribution

Volume annuel prélevé (entre relève):	268 113	m ³ /an		
Volume pour usage des stations :	1 675	m ³ /an		
Volume annuel produit (entre relève) :	266 438	m ³ /an		
Volume annuel acheté :	3 092	m ³ /an		
Volume annuel exporté :	51 099	m ³ /an		
Total volume mis en distribution :	218 431	m ³ /an		
Total volume 365 jours :	218 431	m ³ /an		
Volume comptabilisé sur exercice :	180 970	m ³ /an	Délais entre relève	
Volume comptabilisé 365 jours :	179 008	m ³ /an	369 j	52,6 sem.
Volume consommé non compté :	5 740	m ³ /an		
Volume consommé pour le service :	11 000	m ³ /an	Pertes entre relève :	20 721 m ³
Volume consommé autorisé sur exercice :	197 710	m ³ /an	Pertes sur 365 j :	22 683 m ³
Total volume consommé autorisé 365j :	195 748	m ³ /an	Remise de fuites :	2 800 m ³
Volume vendu (après régularisation des dégrèvements) :	229 203	m ³ /an		

	2013	2012
Rendement primaire réseau = Volume total comptabilisé / Volume mis en distribution	82,8%	84,0%
Rendement consommateurs = (Volume facturé+exporté+non compté)/ Volume distribué	85,5%	86,8%
Rendement net = (Volume consommé autorisé + vente) / (Volume mis en distribution+achat)	91,6%	92,9%

4 - Indices linéaires

Nombre de kilomètre de réseau :	46,404 km		
Volume journalier non compté :	108,0 m ³ /jour	soit :	39 423 m ³ /an
Volume journalier de perte :	62,1 m ³ /jour	soit :	22 683 m ³ /an

	2013	2012	2 011	2010	2009	Moyenne
Nombre de kilomètre renouvelé :	0,000	0,000	0,180	0,000	0,336	0,103
Nombre de kilomètre renforcé :						0,000
Total	0,000	0,000	0,180	0,000	0,336	0,103

	2013	2012
Indice linéaire des volumes non comptés = Volume journalier non compté / km	2,33	2,18
Indice linéaire de pertes en réseau = Volume journalier de perte / km	1,34	1,15
Taux moyen de renouvellement du réseau sur 5 ans	0,22%	0,22%

Nota : Les indices linéaires sont en m³/km/jour et sont calculés sur 365 jours

5 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

<u>Valeur des indices</u>	0% : aucune action	60% : Arrêté préfectoral
	20% : Etudes en cours	80% : Servitude et travaux terminés
	40% : Avis de l'hydrogéologue	100% : Suivi après établissement complet
	50% : Dossier déposé en Préfecture	

Nom ressource	Type	N° BSS	Nappe	Volume annuel	Indice
Brot	Forage	08785X0002		102 029	80%
			TOTAL	102 029	

	2013	2012
L'indice global d'avancement de la protection de la ressource est de :	80,0%	80,0%

L'indice donné par l'ARS est de : **80,0%**

6 - Indices liés au fonctionnement du service

Nombre d'abonnés domestiques :	1 754	abonnés (2012 : 1750)
Nombre de réclamation :	0	réclamations
Nombre de nouveaux branchements :	239	branchements ouverts
Délai contractuel d'ouverture du branchement :	1	jours
Nombre de non respect du délai d'ouverture :	0	Non respect
Nombre de non respect du délai d'information des abonnés :		
Nombre de coupure d'eau :	6	

	2013	<i>2012</i>
Taux de réclamation = Nombre de réclamation pour 1 000 abonnés	0,00	<i>0,00</i>
Taux d'occurrence des coupures non programmées = Nbre coupure pour 1000 abonnés	3,42	<i>7,43</i>
Taux de respect du délai d'ouverture des branchements	100,0%	<i>100,0%</i>

7 - Indices financiers

Nombre d'abonnés :	1 754	Consommation :	0,1847 €/m3
Montant abonnement :	11,88 €/an	Volume vendu :	229 203 m3

Recettes 2013		Dépenses 2013	
Vente d'eau :	62 948,76 €	Frais généraux :	6 933,25 €
Produits financiers :	722,84 €	Charge du personnel :	0,00 €
Subventions d'exploitation :	0,00 €	Intérêts de la dette :	611,05 €
Recettes d'investissement :	26 328,09 €	Capital de la dette :	459,81 €
Report année 2011 :	128 479,06 €	Travaux :	18 804,66 €
Divers :	0,00 €	Divers :	0,00 €
TOTAL Recettes :	218 478,75 €	TOTAL Dépenses :	26 808,77 €
Bilan : 191 669,98 €		Reste à réaliser : 9 710,00 €	
Clôture 2013 : 181 959,98 €			

Nota : Toutes les opérations budgétaires ne sont pas indiquées

	2013	2 012	Variation	
			en valeur	en %
Encours de la dette	12 069,91 €	12 529,72 €	-459,81 €	-3,7%
Recettes totales	89 999,69 €	73 489,37 €	16 510,32 €	22,5%
Dépenses totales	26 808,77 €	19 801,24 €	7 007,53 €	35,4%
Capital remboursé	459,81 €	459,81 €	0,00 €	0,0%

Montant des factures impayées :	7 538,84 €	Montant n-1	705 994 €
Montant des abandons de créances :	702,00 €		

	2013	<i>2012</i>
Epargne brute = recettes réelles - dépenses réelles hors capital remboursé	63 651 €	<i>54 148 €</i>
Durée d'extinction de la dette = rapport Encours / Epargne brute	0,2 ans	<i>0,2 ans</i>
Taux d'impayés (impayés n sur montant total (délégataire+communes+taxe) n-1)	1,07%	

B - Synthèse des indices conformes aux décrets du 2 Mai 2007

Code fiche	Intitulé	Valeur
A - Indicateurs descriptifs du service		
D. 101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis 2,62 habitant / abonné	4 525
D. 102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	1,79 €/m3
D. 151.0	Délai maximal d'ouverture d'un branchement	1 jours
B - Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des eaux distribuées pour le critère microbiologie	100,0%
P102.1	Taux de conformité des eaux distribuées - critères physico chimiques	100,0%
P103.2	Indice de connaissance patrimonial du réseau	80 sur 120
P104.3	Rendement du réseau de distribution	91,6%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	2,33 m3/km/jour
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	1,34 m3/km/jour
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux	0,22%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80,0%
P109.0	Montant des abandons de créance ou fond de solidarité n = 17	702,00 €
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service	3,42 u/1 000 abo
P152.1	Taux de respect du délai d'ouverture des branchements	100,0%
P153.2	Durée d'extinction de la dette	0,2 ans
P154.0	Taux d'impayés sur la facturation de l'année précédente	0,011 €/m3
P155.1	Taux de réclamation (pour 1 000 abonnés)	0,0

NC : Non calculé car données indisponibles

: obligatoire que si CCSPL

L'article 141 de la loi modifie l'article L.2224-5 du CGCT lequel impose au maire de joindre à son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement la note d'information chaque année par l'agence de l'eau au maître de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la distribution de ses programmes pluriannuels d'intervention.

Édition 2014
CHIFFRES 2013

L'agence de l'eau vous informe



LE SAVIEZ-VOUS ?

La part des redevances perçues par l'agence de l'eau représente en moyenne 20% du montant de la facture d'eau.

Ses autres composantes sont :

- la facturation du service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- la facturation du service de collecte et de traitement des eaux usées
- la contribution aux autres organismes publics (VNF)
- la TVA

POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès des usagers (consommateurs, activités économiques) en application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006). Elles sont regroupées au titre de la solidarité de bassin.

La majeure partie des redevances est perçue via la facture d'eau payée par les abonnés domestiques aux services des eaux (mairies ou syndicats d'eau ou leurs délégataires). Chaque habitant contribue ainsi individuellement à cette action au service de l'intérêt commun et de l'environnement, au travers du prix de l'eau.

COMMENT CELA FONCTIONNE-T-IL ?

La logique est simple, tous ceux qui utilisent de l'eau en altèrent la qualité et la disponibilité.

Tous les habitants, via leur abonnement au service des eaux, s'acquittent donc de la **redevance de pollution**, que leur habitation soit raccordée au réseau d'assainissement

collectif ou équipée d'un assainissement individuel. Ceux qui sont raccordés à l'égoût s'acquittent, en plus, de la **redevance pour modernisation des réseaux de collecte**.

Dans les deux cas, les habitants paient en fonction de leur consommation d'eau.

■ Une autre **redevance**, dite « **de prélèvement** » est due par les services d'eau en relation avec leurs prélèvements de ressources en eau dans le milieu naturel. Elle est répercutée sur la facture d'eau des abonnés au service de l'eau.

■ Les autres usagers de l'eau paient également des redevances selon des modalités propres à leurs activités (industriels, agriculteurs, pêcheurs...).

■ Le service de l'eau collecte les redevances pour le compte de l'agence de l'eau. Le taux est fixé par le **conseil d'administration** de l'agence de l'eau et le **comité de bassin** (dans la limite d'un plafond défini par la loi) où sont **représentés les décideurs et toutes les familles d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs**. Ces taux tiennent compte, sur l'ensemble du bassin hydrographique, des zones de fragilité des ressources en eau, de l'ampleur et de la nature des mesures à prendre pour les préserver ou les remettre en bon état.

COMBIEN COÛTENT LES REDEVANCES 2013 ?

En 2013, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à 258 millions d'euros dont 222 millions en provenance de la facture d'eau.

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2013 ? (valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €)



A QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, les agences de l'eau apportent, dans le cadre de leurs programmes d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2013 ? (valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €)



EXEMPLES D'ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

POUR DÉPOLLUER LES EAUX

- Environ **4 700 ouvrages** composent le parc des stations d'épuration. En constante évolution, **ce parc a augmenté de 70 % depuis 1992** principalement grâce à la mise en place d'installations de petites tailles en milieu rural. **75 % du parc est âgé de moins de 25 ans**, ce qui est un indicateur supplémentaire de qualité.
- En 2013, ont été mises en fonctionnement 20 stations d'épuration de plus de 2 000 équivalents / habitants totalisant une capacité épuratoire de 160 000 équivalents / habitants.
- Près de **3 400 installations dans le domaine de l'assainissement non collectif** ont été financées en 2013, ce qui témoigne d'une très forte dynamique impulsée par l'Agence et relayée par les collectivités qui considèrent l'assainissement non collectif comme une solution à part entière complémentaire au collectif.

POUR PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU POTABLE

- Lancement de 90 procédures administratives de périmètres de protection de captages,
- Financement des travaux de réhabilitation de 35 captages,
- Suppression de 104 unités de distribution non conformes.

POUR RESTAURER ET PROTÉGER LES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES, LA BIODIVERSITÉ, LA QUALITÉ DE L'EAU ET LA GESTION DES EFFETS CLIMATIQUES

- **76 % du linéaire de cours d'eau de référence sont couverts par des structures gestionnaires de cours d'eau**, qui ont défini un programme pluriannuel de gestion et le mettent en œuvre avec l'appui financier de l'Agence.
- 2 390 km de cours d'eau restaurés.
- 62 obstacles du bassin aidés dans l'année par l'Agence de l'eau en vue d'assurer la continuité écologique des cours d'eau.

POUR LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES ET TOXIQUES

- **Plus de 90 % des investissements ou études liés à la lutte contre les pollutions émises par les entreprises industrielles et accompagnés par l'Agence ont porté sur des masses d'eau en état dégradé** (état différent de très bon et bon).



- L'effort en matière de réduction des pollutions a porté en 2013 sur :
 - plus de 1200 tonnes annuelles de DCO*
 - près de 1 tonne de substances dangereuses
 - plus de 8000 tonnes de déchets toxiques collectés
- Le bassin compte 57 captages prioritaires « Grenelle » (sur les 500 identifiés actuellement sur l'ensemble du territoire français) : **une démarche de reconquête de la qualité de l'eau brute est engagée sur plus de 90 % d'entre eux.**

POUR LA GESTION SOLIDAIRE DES EAUX

- Sur le bassin, **265 opérations liées à la solidarité urbain-rural**, bénéficiant spécifiquement aux communes rurales pour un montant de 20 M€.
- A l'international, **42 projets de solidarité** ont été soutenus notamment en Afrique, en Palestine, en Bolivie, à Madagascar, en Haïti, en Indonésie et aux Philippines. Ainsi, 85,7 % des crédits ont été affectés sur les zones prioritaires définies par le 10^{ème} programme.

POUR LA PROTECTION DU LITTORAL

- 100 % des lieux de baignade couverts par un profil de vulnérabilité.

INDICATEURS DE BASSIN SPECIFIQUES

- En 2013, mise en place de **14 organismes uniques de gestion collective des prélèvements** dans le cadre de la réforme des volumes prélevables.
- **23 SAGE**** couvrant 70 % de la superficie du bassin.

* DCO : Demande Chimique en Oxygène, paramètre permettant d'évaluer la charge en polluants des eaux usées.

** SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains

Pour reconquérir le bon état des eaux demandé par la directive cadre sur l'eau, les agences de l'eau recherchent la meilleure efficacité environnementale,

- en privilégiant l'action préventive,
- en aidant les projets les plus efficaces pour les milieux aquatiques,
- en mobilisant les acteurs et en facilitant la cohérence des actions sur les territoires de l'eau,
- en travaillant en complémentarité avec l'action réglementaire et la police de l'eau, en particulier dans la mise en œuvre des objectifs des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Les six agences de l'eau françaises sont des établissements publics du ministère chargé du développement durable. Elles regroupent 1 700 collaborateurs et ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.



Agence de l'eau Adour-Garonne
90 rue du Férétra
CS 87801
31078 Toulouse cedex 4

Tél. 05 61 36 37 38 - Fax 05 61 36 37 28
contact@eau-adour-garonne.fr

Suivez l'actualité
de l'agence de l'eau Adour-Garonne :
www.eau-adour-garonne.fr



le bassin Adour-Garonne

La carte d'identité

Un cinquième du territoire français.

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5^e du territoire national).

Du point de vue administratif, cela représente deux régions en totalité - Aquitaine et Midi-Pyrénées - et quatre en partie : 20 % de l'Auvergne, 18 % de la région Languedoc, 40 % du Limousin et 50 % de Poitou-Charentes.

Sur ses 6 800 000 habitants, 30 % vivent en habitat éparé.

C'est un bassin essentiellement rural : sur les 6 917 communes, 1453 seulement ont plus de 400 habitants et 35 plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

CONNAÎTRE LES RESSOURCES EN EAU
ET LES MILIEUX AQUATIQUES

La qualité des cours d'eau de France métropolitaine

→ sur **SMARTPHONE**

Pour la première fois en France, toutes les données sur la qualité des eaux des cours d'eau peuvent être consultées depuis le bord de l'eau grâce à l'application "qualité rivière".

L'application "qualité rivière" est disponible gratuitement sur AppStore et Android Market.



Le 16 décembre 1964, la loi "relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution" créait, par ses articles 13 et 14, les comités de bassin et les agences de l'eau.



www.lesagencesdeleau.fr